

Le groupe franco-espagnol *Les Amis de Durruti*

INTRODUCTION (1).

Un Belge, Charles Cortvrint, (2) et Charles Carpentier (3), du nord de la France, tous deux militants anarchistes ont traversé la frontière franco-espagnole le 29 juillet 1936. Charles « Ridel » était déjà venu en Espagne pour le congrès de la CNT de Saragosse en mai 1936 ; il en a écrit un compte rendu, publié dans *La Révolution Prolétarienne*. Quelques jours après le passage de la frontière, ils rencontrèrent à Barcelone Abad de Santillan, qui leur fournit un laissez-passer de journaliste, qu'ils refusèrent parce qu'ils voulaient se battre sur le front d'Aragon. Ils se joignirent à Louis Berthomieux, ancien capitaine d'artillerie, maintenant dans la misère et vivant dans le quartier des cabanes, avec les tziganes. Ce trio, avant l'arrivée de nombreux anarchistes étrangers volontaires pour combattre en Espagne, eut l'idée de fonder ensemble le groupe international de la Colonne Durruti. Ils participèrent à la prise de Pina de Ebro et d'Osera, ainsi qu'à une tentative avortée pour créer une tête de pont sur l'autre rive de l'Èbre. En septembre 1936, soixante hommes du groupe international, d'une grande expérience militaire, ont participé en qualité de troupes d'élite à l'assaut de Siétamo, qui a fait 37 victimes : tués ou blessés.

Le 17 octobre 1936, le groupe international a été décimé à Perdiguero, à la suite de violents combats avec la cavalerie marocaine qui avait réussi à les enfermer dans une nasse, et à les isoler du reste du front, parce qu'ils n'avaient pas entendu l'ordre de repli, l'estafette qui devait le communiquer s'étant perdue. Berthomieux préféra se faire sauter sur une charge de dynamite plutôt que de tomber entre les mains ennemies. Ridel et Carpentier, qui quelques heures avant étaient allés chercher de nouvelles armes et des munitions, purent seuls participer à la tentative pour briser l'encerclement avant le retrait définitif. 170 miliciens moururent sur un total de 240 que comprenait le groupe international, qui pratiquement disparut comme tel. Après cette catastrophe militaire, Ridel et Carpentier retournèrent en France. « Charles Ridel », à la demande de l'Union anarchiste (UA), s'est consacré à faire des conférences afin de recueillir des fonds pour l'organisation de secours aux miliciens combattants de la révolution espagnole. Carpentier retourna en Espagne en décembre 1936 ; il participa à la lutte sur les barricades à Barcelone pendant les journées de mai 1937, rentrant finalement peu de temps après en France pour éviter la Tcheka stalinienne.

En novembre 1937, « Charles Ridel », Charles Carpentier, Lucien Feuillade (« Luc Daurat ») et Guyard s'élevèrent contre les positions et les résolutions du congrès de l'Union anarchiste (4). Ce congrès eut lieu du 30 octobre au 1^{er} novembre 1937. Il fallait adopter de nouvelles mesures d'organisation pour faire face à la forte croissance du nombre de militants et de la diffusion du *Libertaire*, qui avaient tous deux quadruplé l'année précédente. Mais le thème qui polarisa et envenima les débats du congrès fut celui de la solidarité avec l'Espagne. Plus précisément, ce furent les résolutions adoptées au congrès qui affirmaient « la totale solidarité de l'Union anarchiste avec l'Espagne », ce qui confirmait l'approbation par une partie des anarchistes français du collaborationnisme de la CNT et de la FAI avec le gouvernement bourgeois et républicain espagnol.

Ridel ouvrit le débat par la critique des erreurs les plus importantes de l'UA durant l'année écoulée. Elles étaient pour lui les suivantes :

- 1.- L'anarchisme doit être un secteur du mouvement ouvrier et non une philosophie
- 2.- La structure organisationnelle, qui devait être changée, car elle attribuait toute la charge de travail à cinq ou six postes à responsabilité, plutôt qu'à toute l'organisation
- 3.- La cohérence politique, qui devait être renforcée
- 4.- Le manque de préparation du Congrès

¹. Cet article a été possible grâce à la précieuse collaboration et à l'extraordinaire courtoisie de Phil Casoar qui a découvert et nous a fourni une documentation essentielle, ainsi que d'excellentes notes biographiques sur Mercier Vêga, Feuillade et Carpentier. Cf. plusieurs auteurs, *Présence de Louis Mercier*, Atelier de Création Libertaire, Lyon, 1999, en particulier les chapitres de Phil Casoar, *Avec la Colonne Durruti : Ridel dans la révolution espagnole* et David Berry, *Charles Ridel et la revue Révision (1938-1939)*.

². Charles Cortvrint, né à Bruxelles en 1914, milite depuis l'âge de 16 ans dans le mouvement anarchiste belge. Installé à Paris, il représente l'UA au congrès d'Orléans en 1933. Ses pseudonymes les plus connus sont Charles Ridel (utilisé en Espagne) et Louis Mercier Vêga, qu'il a utilisé en exil au Chili et qui est devenu son pseudonyme le plus connu, sous lequel il a signé plusieurs ouvrages. Il s'est suicidé le 20 novembre 1977, date anniversaire de la mort de Durruti.

³. Né à Reims en 1904, dans une famille ouvrière. Il a passé son enfance dans le Pas de Calais. Pendant la Première guerre mondiale, il est déporté avec son père en Allemagne mais, n'ayant que dix ans, revient en France. Il travaille alors dans les usines textiles, à la mine, comme docker à Rouen. À Paris, manutentionnaire aux Halles, il commença dès 1924 à fréquenter les anarchistes du *Libertaire*. Décédé en 1988.

⁴. Voir *Le Libertaire* n° 574 et 575 (4 et 11 novembre 1937).

5.- La participation regrettable au meeting du Vélodrome d'hiver ⁽⁵⁾ des staliniens Cachin et Jouhaux ⁽⁶⁾.

Il ajouta qu'il se permettrait d'exposer dans *Le Libertaire* les différentes positions politiques des anarchistes espagnols. Au congrès français, les membres de la majorité prononcèrent des phrases dignes de figurer dans une anthologie des partisans du collaborationnisme anarchiste avec l'État républicain.

Servant répondit ainsi aux critiques de Ridel :

« Et s'il y a erreur des anarchistes espagnols, ce n'est pas d'avoir collaboré au gouvernement avec les secteurs politiques, c'est de n'avoir pas conservé cette collaboration. »

De même, plus laconiquement, se référant à l'abandon des principes par les anarchistes espagnols, Sail Mohamed :

« Pour avoir un fusil, j'aurais fait toutes les concessions. »

À la fin de la première séance, le congrès rejeta la motion « Ridel » appelant à l'existence de groupes d'usine avec la plénitude des droits et approuva la motion qui acceptait ces groupes comme des éléments pour le recrutement, mais sans autorité. Cela signifiait que l'anarchisme français renonçait fermement à s'organiser dans les usines, et optait pour une organisation de type local plus appropriée pour cultiver la philosophie que la lutte des classes.

La deuxième session fut exclusivement consacrée au débat sur l'Espagne. À l'argumentation de Fremont, extrêmement favorable à l'abdication des principes anarchistes en faveur de la collaboration avec le gouvernement, Daurat répondit sur la question-clé de la prise du pouvoir dans la révolution :

*« La question doit être posée sur le terrain politique. Est-il impossible d'établir le communisme libertaire ? Entre prendre le pouvoir et participer à un gouvernement Négrin ou Caballero, il y a une position minimum pour les anarchistes, c'est-à-dire faire appel aux organisations syndicales, créer un comité de coordination réalisant une formule révolutionnaire logique pour la période transitoire, et organisant la dictature du prolétariat sur un plan démocratique par un gouvernement des syndicats ⁽⁷⁾. Mais, objecte-t-on, il existe des partis politiques avec lesquels il est nécessaire de faire un bout de chemin. J'estime qu'il ne faut pas se faire d'illusions et ne pas perdre de vue que les partis bourgeois n'ont d'autre but que l'avortement de la révolution. En conséquence, le bout de chemin doit cesser à un certain moment. Rappelons-nous les événements de Mai et les anarchistes emprisonnés. La situation est-elle si désespérée ou faut-il se résigner et implorer de Paris et de Londres une paix honteuse ? Ou alors les anarchistes doivent tenter de redresser la situation révolutionnaire. Dans un récent article du *Libertaire*, Gaston Leval justifie les compromissions, déclare qu'il était impossible d'envisager autre chose qu'un gouvernement de synthèse (anarchistes, socialistes autoritaires et républicains). Ne vaut-il pas mieux organiser la paix ? Ou réviser de fond en comble notre doctrine ? Il semble qu'il convient de ne plus parler d'anarchisme dans ce qu'on appelle révolution espagnole. Quelles sont en effet les réalisations en Espagne ? Les collectivités en Aragon et en Catalogne ? Mais elles sont soumises au gouvernement bourgeois (Ascaso en prison) et ne sont de ce fait que de simples coopératives. Le principe de la démocratie ouvrière demandait qu'après le 19 juillet on constitue des comités ouvriers CNT-UGT. La réponse : " Nous sommes contre la prise du pouvoir ", est insuffisante et l'anarchisme ne doit pas être abandonné pour la dictature du prolétariat. Il faut faire le gouvernement des syndicats. ⁸ »*

En fin de compte Lucien Feuillade (« Luc Daurat ») défendit la position anarcho-syndicaliste comme alternative au collaborationnisme gouvernemental.

Guyard aussi a manifesté son opposition à la position de la majorité du congrès, qui approuvait le collaborationnisme des dirigeants anarchistes espagnols :

⁵. Meeting organisé par l'Union anarchiste le 18 juin 1937 au Vélodrome d'hiver à Paris où Federica Montseny et Juan Garcia Oliver intervinrent. À ce meeting, le groupe « Union communiste » a distribué un « Manifeste », tract recueilli et mal compris par César Martinez Lorenzo, dans son livre : il en fait état comme d'un « Manifeste d'union communiste » des Amis de Durruti et du POUM, ce qui n'a jamais existé.

⁶. Cachin était un éminent dirigeant du PCF et Jouhaux le secrétaire de la CGT. Le terme de staliniens est utilisé dans le sens de dirigeant d'une organisation, car la CGT n'était pas avant la guerre inféodée au PCF.

⁷. Il semble vouloir défendre la Junte révolutionnaire proposée par les Amis de Durruti et accepter la mise en place d'une dictature du prolétariat (démocratique pour les organisations du prolétariat, et ennemie des partis bourgeois et staliniens) ; les comités révolutionnaires qui ont surgi en juillet 1936 ne sont pas pris comme fondement du pouvoir ouvrier, mais d'un gouvernement syndical, conformément à l'idéologie anarcho-syndicalisme.

⁸. Là encore nous sommes confrontés à une défense serrée des principes de l'anarcho-syndicalisme. L'alternative proposée au collaborationnisme est un gouvernement syndical, une alliance CNT-UGT, sans tenir compte qu'en 1938, et en particulier en Catalogne, l'UGT n'est qu'une organisation stalinienne. Face à l'affirmation initiale d'un discours en faveur de la dictature du prolétariat (qui est la dictature de la classe contre les organisations contre-révolutionnaires, ce qui n'est pas la dictature d'un parti (staliniens) dictatorial, qui est pleinement démocratique en regard des organisations ouvrières révolutionnaires), on établit maintenant un conflit entre la dictature du prolétariat et l'anarchisme.

« La participation ministérielle de la CNT au pouvoir en Espagne fut néfaste, il y eut des ministres anarchistes dans le même temps qu'il y avait des anarchistes en prison. Ce fut un manque d'énergie du ministre de la Justice qui eût put agir sur les organisations syndicales »

L'intervention du délégué de Paris 14^e a été très intéressante : après avoir indiqué que la participation des anarchistes au gouvernement a été désastreuse, il a critiqué les positions sur l'Union soviétique et les staliniens défendues par **Solidaridad Obrera** et **Catalunya**, et a constaté que la FAI s'était convertie en parti politique. Il excluait expressément les Jeunesses Libertaires et les Amis de Durruti de ses critiques des organisations et des dirigeants.

Après un long débat confus dans lequel la plupart des délégués du congrès rejeta largement leurs arguments, Carpentier et Ridel intervinrent pour résumer les positions exprimées au sujet du cas espagnol, qu'ils désiraient souligner. D'abord, le droit de faire des critiques justes et opportunes de la FAI et de la CNT, sans qu'elles soient supposées attaquer ou trahir qui que ce soit. Ils notèrent l'existence d'une opposition au collaborationnisme en Espagne même, incarnée par les Amis de Durruti. Ils déclarèrent ensuite que s'il était logique de dire à ceux qui avaient combattu Franco qu'il fallait se battre jusqu'à la fin, il fallait aussi lutter contre le gouvernement républicain. Le discours de la majorité en était venu à dire qu'en Espagne, il n'y avait pas eu de révolution. En dernier lieu, ils soulignèrent leurs critiques de la désastreuse tactique de la FAI, qui avait accepté le partage des responsabilités gouvernementales sur un pied d'égalité avec les partis politiques en dépit de sa supériorité numérique. Ils constatèrent le manque de préparation de la CNT-FAI et le divorce entre la base et sa direction. En outre, l'existence de ministres anarchistes empêcha les troupes du front d'Aragon de venir à Barcelone en mai 37, et le manque de coopération des staliniens aboutit au désastre militaire en Aragon.

Ridel fit une critique très dure du mouvement anarchiste espagnol :

« Il faut procéder à la critique du mouvement espagnol, parce qu'il met en relief les défauts de tout mouvement anarchiste ; pas de plan économique, pas de programme. La collaboration de classes et ministérielle s'est révélée impuissante, il eût fallu réaliser la menace de Durruti: "Prendre l'argent de la Banque d'Espagne". »

Ridel a manifesté son accord avec Daurat en se définissant non comme antifasciste, mais comme anti-capitaliste. Dans son discours, Ridel rejeta autant les puristes que les collaborationnistes. Selon lui, la CNT pouvait se joindre dans la lutte à d'autres partis politiques, mais jamais aux partis bourgeois ni à gouvernement bourgeois. Et enfin il affirma que :

« S'il est impossible à la classe ouvrière de faire seule la révolution, alors la révolution est impossible. »

La réunion se termina par plusieurs interventions de la majorité mettant en lumière les arguments suivants en faveur de la politique collaborationniste de l'anarchisme espagnol:

- 1.- Nous ne pouvons ni ne devons constituer un tribunal jugeant les camarades espagnols
- 2.- Le manque d'armes et le poids des circonstances imposèrent la nécessité de collaborer avec d'autres partis et avec le gouvernement bourgeois dans la lutte contre le fascisme
- 3.- Si en mai 37 avait été proclamé le communisme libertaire, les anarchistes auraient été écrasés par les autres organisations et le gouvernement républicain
- 4.- Il n'y a pas eu abandon des principes de la part de la CNT, il n'y a pas eu trahison de la part des ministres anarchistes, c'était la seule chose que l'on pouvait faire
- 5.- Le repli adopté par l'anarchisme espagnol était préférable à son écrasement, il a permis la collectivisation des entreprises, ce qui témoigna de la valeur des conceptions révolutionnaires anarchistes.

Au cours de la troisième session du congrès, l'action du Comité pour la liberté de l'Espagne a été examinée ; ce dernier avait été créé par l'UA en vue d'étendre et de renforcer la solidarité internationale antifasciste. Ridel et Guyard approuvèrent les travaux du Comité, objectant qu'il ne se prononçait pas sur le nouvel organisme prévu (Solidarité Internationale Antifasciste, SIA) tout en regrettant que les meetings du Vélodrome d'hiver se firent sans consigne commune. Le débat prit fin avec l'approbation de la création de la SIA.

Dans l'après-midi, il a été débattu de l'organisation de l'UA. Frémont fut chargé de l'ouverture du débat. Dans son discours, il a cherché à calmer les critiques de l'opposition en faisant valoir que l'organisation a toujours eu raison et que les désaccords sur certains aspects partiels devaient disparaître en face de l'adversaire :

« L'organisation a toujours raison. Actuellement, nous pouvons avoir certaines divergences sur des points de détail avec nos camarades espagnols, mais toute divergence doit disparaître devant l'adversaire. Même en cas de désaccord, la solidarité et l'esprit de l'organisation nous amènent à justifier publiquement la position de la FAI. »

Le congrès prit fin par la victoire absolue des thèses défendues par la majorité, marquée cependant par une forte défense des dissidents Ridel, Daurat, Guyard et Carpentier et des critiques de la dérive du mouvement anarchiste espagnol, consignées alors par le congrès français de l'UA.

En France, au moins, la critique ouverte de la position idéologique de l'anarchisme d'État a été possible, et a mis en lumière l'existence d'une opposition libertaire contre l'abandon des principes anarchistes et le collaborationnisme de la CNT-FAI. Cela n'a pas été possible en Espagne, où les comités dirigeants ont tenté d'expulser des membres des Amis de Durruti, et en tout état de cause, ont abouti à leur ostracisme et les a condamnés à la clandestinité. En France, comme l'a constaté Ridel au cours du congrès, le débat fut seulement possible une fois que les anarchistes eussent été déchargés des tâches gouvernementales. Mais en tout cas le résultat fut similaire en Espagne et en France : la marginalisation absolue des dissidents par la majorité favorable au collaborationnisme avec les partis bourgeois, même au sein d'un gouvernement capitaliste.

En février 1938, « Charles Ridel » (Charles Cortvrint) fonde avec « Luc Daurat » (Lucien Feuillade), la revue *Révision*. Dans cette revue anarchiste de théorie et d'analyse, où sont présentées et défendues les positions des Amis de Durruti, les dissidents du congrès purent développer leurs analyses sur la situation internationale, ainsi que sur des sujets portant sur la théorie politique, principalement sur la question de l'État.

Dans le premier numéro a été publié un manifeste signé par Maire-Louise Berneri, Suzan Broad, « Luc Daurat » (Lucien Feuillade), René Dumont ⁽⁹⁾, Greta Jumin, Marester, Jean Meier, Jean Rabaud, « Charles Ridel » (Charles Cortvrint) et Sejourne qui expliquait les raisons qui rendaient nécessaire le lancement de cette nouvelle revue. La revue devait être la plate-forme commune de jeunes révolutionnaires, ayant différentes convictions politiques, que ce soient des marxistes ou des anarchistes, d'accord sur la nécessité d'examiner et de critiquer les positions obsolètes, que se soit le caractère opportuniste ou puriste étroitement associé au mouvement anarchiste, que ce soit le sectarisme socialiste ou stalinien ou que ce soit l'hyper-critique des différentes oppositions communistes. La revue, bien que se déclarant libertaire, était indépendante de toute organisation ou parti et se voulait non seulement ouverte à la critique et à l'analyse de la réalité existante, mais aussi à la théorisation des expériences des révolutions russe et espagnole, ainsi que du phénomène fasciste en Italie et en Allemagne.

Le numéro 3 de la revue, daté d'avril 1938, a publié en monographie une étude collective des problèmes relatifs à l'État et à la révolution. Il s'agit d'une étude rigoureuse et très intéressante de la question de l'État et des problèmes posés par la révolution prolétarienne, présentant de façon critique des thèses socialistes, staliniennes et anarchistes. La fin de cette étude parut dans le numéro 4 de la revue. L'étude sur l'État et la révolution fait une place particulière au programme des Amis de Durruti qui, du fait de son intérêt exceptionnel, y est reproduit dans son intégralité :

« Enfin, l'expérience espagnole, en faisant passer au feu de l'épreuve toute la doctrine anarchiste, a permis à une organisation catalane, Los Amigos de Durruti, d'établir un programme simple et précis où il est question des organes devant répondre aux besoins de la lutte civile. Ce programme se rapproche beaucoup de la conception syndicaliste ; d'autre part, il fait apparaître pour la première fois dans la conception libertaire une conception nette d'un organe centralisé devant faire face aux dangers les plus pressants. »

En voici des extraits ⁽¹⁰⁾ :

« I - Constitution d'une Junte révolutionnaire ou d'un Conseil National de Défense.

Cet organisme se constituera de la manière suivante : les membres de la junte révolutionnaire seront élus démocratiquement par les organisations syndicales. Il sera tenu compte du nombre de camarades déplacés au front qui devront nécessairement avoir leur représentation. La junte ne s'immiscera pas dans les décisions économiques, qui sont du domaine exclusif des syndicats.

Les fonctions du Conseil révolutionnaire sont les suivantes:

- a) Diriger la guerre*
- b) Veiller à l'ordre révolutionnaire*
- c) Relations internationales*
- d) Propagande révolutionnaire*

Les postes seront périodiquement renouvelés pour éviter que nul n'y reste en permanence. Et les assemblées syndicales exerceront le contrôle des activités de la junte.

⁹. Sans relations avec René Dumont, auteur de nombreux ouvrages sur l'économie, la démographie, l'écologie et l'agriculture, parmi lesquels *L'Utopie ou la mort !*

¹⁰. Publiée dans une brochure du regroupement des Amis de Durruti, rédigée par Balius, *Vers une nouvelle révolution*. Il s'agit d'un fragment du chapitre intitulé *Notre programme*.

II - Tout le pouvoir économique aux syndicats.

Les syndicats ont démontré depuis Juillet leur grand pouvoir constructeur. S'ils n'avaient été relégués à un rôle de second plan, ils auraient fourni un grand rendement. Ce seront les organisations syndicales qui formeront la structure de l'économie prolétarienne.

Tenant compte des modalités des syndicats d'industrie et des fédérations d'industries, il pourra se créer un Conseil de l'Économie dans le but de mieux coordonner les activités économiques.

III – Communes libres.

... Les communes se chargeront des fonctions sociales qui échappent au domaine syndical. Et comme nous voulons construire une société nettement de producteurs, ce seront les propres organismes syndicaux qui nourriront les centres communaux. Et là où il n'y a pas d'intérêts divergents il ne pourra exister d'antagonismes.

Les communes se constitueront en fédérations locales, régionales et péninsulaires. Les syndicats et les communes noueront des relations sur le plan local, régional et national.

Les Amis de Durruti préconisent également une série de mesures telles que la lutte contre la bureaucratie et les salaires anormaux ; l'établissement d'un salaire familial ; la socialisation de la distribution et le rationnement ; le contrôle syndical des milices ; l'organisation de la police par les syndicats ; la socialisation agricole ; une politique internationale basée sur les centres ouvriers à l'étranger et leur action ; l'alliance entre les syndicats ouvriers des différentes tendances à l'exclusion des bureaucrates, des profiteurs et des couvertures syndicales des partis politiques ; le refus de collaborer avec les forces bourgeoises et étatiques ou de les renforcer de quelque manière que ce soit.

C'est – nous semble-t-il – le premier programme concret défendu publiquement par une tendance anarchiste s'appliquant à une situation donnée et composé de mots d'ordre précis. »

En particulier, « Charles Ridel » a souligné le caractère syndical, ou si l'on veut anarcho-syndicaliste, du programme des Amis de Durruti. En outre, lorsque Ridel fait allusion aux alliances syndicales aussi bien dans ses interventions au congrès de l'UA, que dans **Révision**, il semble faire référence à l'UGT. Et en cela, il fait une interprétation erronée de Balius, parce que les Amis de Durruti, après Mai 37, savaient que l'UGT en Catalogne était une organisation syndicale stalinisée avec laquelle aucune alliance n'était possible. Lorsque les Amis de Durruti parlent de syndicats, ils font en fait référence aux différents syndicats de branche (métallurgie, textile, alimentation, etc.) de la CNT et non à l'UGT.

Dans ce même numéro 4 de **Révision** paraît une invitation pour une conférence de Ridel le mercredi 6 avril 1938 à Paris sur « la position et le programme des Amis de Durruti ». Nous pouvons affirmer alors que « Charles Ridel », après le congrès de l'UA de novembre 1937, est devenu un propagandiste et un défenseur des positions et du programme des Amis de Durruti en France.

Le numéro 5 de **Révision** fut publié en juin-juillet 1938 et ne paraîtra plus pendant une année, en raison de la flambée des prix de l'impression, du reflux du mouvement ouvrier français et de la faiblesse du groupe éditeur.

Le 26 janvier, Barcelone tombe aux mains des troupes de Franco. En février, on assista au passage de la frontière française de centaines de milliers d'exilés espagnols. Parmi eux, il y avait Jaime Balius qui, dans son évvasion du camp de concentration de la Tour de Carol, a perdu une valise pleine de documents.

En août 1939, le numéro 6 de **Révision** publie des textes signés du Groupe franco-espagnol des Amis de Durruti. Le groupe était soutenu par les dissidents du congrès de l'UA et les éditeurs de la revue **Révision**, qui sympathisaient avec les positions des Amis de Durruti, tout en développant de très vives critiques à l'adresse du mouvement anarchiste officiel. Les militants les plus actifs et les plus importants du groupe dissident étaient Lucien Feuillade et Charles Cortvrint, qui comptaient également sur l'appui et la solidarité d'André Prudhommeaux, directeur de **L'Espagne nouvelle**.

Le numéro 6 de **Révision** parut avec le surtitre « *Courrier des camps de concentration* » et publia des communiqués signés par le Groupe franco-espagnol des Amis de Durruti. En réalité, tout le numéro était consacré à l'Espagne, aux conditions de vie des espagnols exilés dans les camps de concentration et à l'expression de la défense par le groupe éditeur du programme défendu pendant la guerre par les Amis de Durruti, et de sa solidarité avec ceux-ci. La revue se fait l'écho des discriminations de la SIA envers les membres des Amis de Durruti, parce qu'ils avaient osé publier dans **Le Réveil Syndicaliste** un article critique contre les dirigeants anarchistes espagnols.

Les documents signés par le Groupe franco-espagnol (ou aussi : Regroupement franco-espagnol) des Amis de Durruti, sont les suivants:

- 1.- *L'évolution de la démocratie française* (en français).
- 2.- *Une nouvelle étape. Nous sommes ceux de toujours* (en espagnol).
- 3.- *La tragédie espagnole* (en espagnol).

On trouve également dans ce numéro un *Document provisoire que la Commission des relations des camps de concentration envoya à la Représentation permanente des ex-Cortes républicaines espagnoles*, publié en espagnol (cette commission donne son adhésion au Regroupement des Amis de Durruti) ainsi qu'une série de lettres contenant de brèves nouvelles et des articles rédigés en espagnol, qui apparaissent sans aucune signature.

Ce numéro de *Révision*, daté d'août 1939, apporte ainsi la preuve de la formation du Groupe franco-espagnol des Amis de Durruti, en exil en France, bien que la déclaration de guerre de l'Allemagne, et par conséquent, la mobilisation générale au début du mois de septembre rendit impossible la continuation du Groupe.

De son côté, André Prudhommeaux décida de publier un numéro triple de *L'Espagne nouvelle*, avec comme sous-titre *L'Espagne indomptée*, daté de juillet-septembre 1939, où paraissent deux articles de Balius que nous analyserons ci-dessous. Dans ce numéro de *L'Espagne nouvelle* on trouve aussi d'intéressants articles signés par AP (André Prudhommeaux), Ridel, Hem Day, Malander et Ernestan, très proches des positions critiques des Amis de Durruti.

En anglais, un article intitulé *The Friends of Durruti accuse*, signé du Groupe franco-espagnol des Amis de Durruti, paraît dans le numéro de juin-juillet 1939 de *Solidarity*, organe de l'Anti-Parliamentary Communist Federation (APCF) ⁽¹¹⁾. Il est probablement dû à Jane Patrick et Ethel MacDonald. Durant son séjour en Espagne d'octobre 1936 à 1938, cette dernière a défendu des positions critiques à l'égard du collaborationnisme gouvernemental de la CNT-FAI.

En France et au Royaume-Uni, la guerre d'Espagne a conduit à un renouveau et à un développement du mouvement anarchiste, mais également à l'émergence de positions politiques opposées, qui ont exprimé la nécessité de choisir entre le réformisme des collaborationnistes de la direction de la CNT officielle et les critiques révolutionnaires radicales des Amis de Durruti. Nous avons déjà vu qu'en France cela a signifié l'expulsion du congrès de l'UA du courant critique formé entre autres par Ridel et Carpentier ; au Royaume-Uni, le processus a abouti à la scission du courant anarchiste au sein de l'APCF et à la formation de la Glasgow Anarchist-Communist Federation.

Dans les deux pays, André Prudhommeaux ⁽¹²⁾ a agi en tant que garant et diffuseur des analyses critiques des Amis de Durruti. C'est lui qui a envoyé des copies de l'*Amigo del pueblo* à « Chazé » ⁽¹³⁾, qui en a traduit et publié des articles dans *L'Internationale*, l'organe du groupe de l'Union Communiste (il y a également publié des textes de Josep Rebull soutenant la position de la gauche du POUM). C'est probablement André Prudhommeaux qui a envoyé à son amie Ethel MacDonald ⁽¹⁴⁾ les textes des Amis de Durruti qui ont été publiés dans *Solidarity*.

Réflexions de Balius en exil en 1939.

Balius publia, en exil, deux articles dans la revue anarchiste française *L'Espagne nouvelle* ⁽¹⁵⁾. Le premier commémore le troisième anniversaire du 19 juillet et le deuxième est consacré à Mai 37.

Les deux articles sont le résultat d'une longue et mûre réflexion de Balius qui les signa en tant que « secrétaire des Amis de Durruti ».

Ces deux articles se caractérisent par la précision des termes utilisés et par l'accent mis sur les problèmes fondamentaux posés par la révolution espagnole. La pensée de Balius sur la question du pouvoir est donc présentée avec une grande clarté, ainsi que le rôle essentiel de la direction révolutionnaire, la nécessité de détruire l'État et de mettre en œuvre à sa place de nouvelles structures (dans ses précédents écrits, il s'agissait d'une junte révolutionnaire) capables de réprimer les forces contre-révolutionnaires.

Dans l'article intitulé *Juillet 1936 : signification et portée*, il critiquait ceux qui prétendaient que les journées de Juillet furent seulement le résultat de la lutte contre le soulèvement militaire et celui des fascistes, et donc que « sans rébellion militaire il n'y aurait pas eu de mouvement populaire armé ». Balius, au contraire, fait valoir que cette conception a un caractère frontiste et résulte de la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie

¹¹. Voir *Class war on the home front !*. Une brochure de *Wildcat*, Manchester, 1986, qui reproduit également l'article cité.

¹². Voir la lettre d'André Prudhommeaux à « H. Chazé » [G. Davoust], dans H. Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole. Union communiste (1933-1939)*, Spartacus, Paris, 1979, p. 116.

¹³. Les relations politiques entre André Prudhommeaux et Gaston Davoust, ainsi que l'échange de presse entre leurs groupes respectifs, étaient antérieures au début de la guerre d'Espagne, comme nous l'avons constaté dans la lettre adressée par André Prudhommeaux à Gaston Davoust le 25 mai 1935 et gracieusement mise à notre disposition par Henri Simon.

¹⁴. Sur Ethel McDonald on peut consulter la brochure de Rhona M. Hodgart, *Ethel MacDonald. Glasgow Woman Anarchist*. Pirate Press/Kate Sharpley Library, s.l., s.d. (dont Paul Sharkey a bien voulu nous donner aimablement quelques photocopies).

¹⁵. *L'Espagne indomptée, L'Espagne nouvelle*, an III, numéros 67-69, juillet-septembre 1939.

républicaine, qui fut la principale cause de la défaite du prolétariat. Balius nota le rejet par la bourgeoisie républicaine de l'armement des travailleurs pour lutter contre le soulèvement fasciste :

« À Barcelone même nous avons dû subir l'attaque contre le syndicat des Transports par les sbires de la Generalitat qui, quelques heures avant la bataille décisive, continuait de vouloir nous retirer les armes que nous avions prises à bord du Manuel Arnús, et que nous allions utiliser pour lutter contre les fascistes. »

Selon Balius, la victoire n'a été remportée sur l'armée que là où les travailleurs ont affronté les fascistes les armes à la main de façon résolue, et sans aucun pacte d'aucune sorte avec la petite bourgeoisie. Là où, comme à Saragosse, les travailleurs ont hésité ou pactisé, les fascistes ont triomphé.

D'après Balius, ce n'est pas la victoire des forces militaires dans certaines régions d'Espagne qui a constitué le problème le plus important en juillet 1936, mais celui qui s'est posé dans la zone républicaine : qui prend le pouvoir, qui dirige la guerre ? Il y avait seulement deux réponses possibles : la bourgeoisie républicaine ou le prolétariat :

« Mais le problème le plus important se posait dans notre zone. Il s'agissait de décider qui avait vaincu. Étaient-ce les travailleurs ? En ce cas, la direction du pays nous appartenait. Mais, et la petite bourgeoisie ? Là fut l'erreur. »

Balius affirme que la classe ouvrière, malgré tout, aurait dû prendre le pouvoir en juillet 36. C'était la seule garantie et la seule chance pour gagner la guerre :

« La CNT et la FAI qui en Catalogne étaient l'âme du mouvement, auraient pu donner au fait accompli de Juillet sa véritable couleur. Qui aurait pu s'y opposer ? Au lieu de cela, nous avons permis au parti communiste (PSUC) de regrouper les arrivistes, la droite bourgeoise, etc. ... sur le terrain de la contre-révolution. Dans de moments pareils, c'est à une organisation de prendre la tête. Une seule était en mesure de le faire : la nôtre. [...] Si les travailleurs avaient su être les maîtres de l'Espagne antifasciste, la guerre eut été gagnée, et la révolution n'aurait pas eu à subir dès le début tant de déviations. Nous pouvions triompher. Mais ce que nous avons su gagner avec quatre pistolets, nous l'avons perdu, ayant de pleins arsenaux d'armes. Les coupables de la défaite, il faut les chercher au-delà des assassins à gage du Stalinisme, au-delà des voleurs du type Prieto, au-delà des canailles comme Negrin, et au-delà des réformistes de naguère ; nous avons été les coupables pour ne pas avoir su en finir avec toutes ces canailles [...] Mais si tous, solidairement, nous sommes coupables, il en est qui ont une charge particulièrement lourde de responsabilités. Ce sont les dirigeants de la CNT-FAI dont l'attitude réformiste en Juillet, et surtout l'intervention contre-révolutionnaire en Mai 37, ont barré la route à la classe ouvrière et porté le coup mortel à la révolution. »

Balius résolut de cette manière les mille doutes et les objections qui furent soulevés par les dirigeants anarcho-syndicalistes en juillet 36 : sur la présence minoritaire des anarchistes en dehors de la Catalogne, sur la nécessité de maintenir l'unité antifasciste et sur les démissions constantes que la guerre imposait à la révolution. Balius a fait valoir que la victoire des anarchistes en Catalogne aurait pu conduire à un rapide écrasement du soulèvement fasciste dans toute l'Espagne, si le prolétariat avait pris le pouvoir. Selon Balius, l'erreur a été commise en juillet 1936 : celle de ne pas prendre le pouvoir. Et de cette erreur est née la rapide dégénérescence et les difficultés de la révolution. La montée de la contre-révolution a été rendue possible en raison de cette erreur, qui fut le principal architecte du stalinisme. Mais Balius notait qu'il ne s'agissait pas d'en faire porter la responsabilité uniquement aux staliniens et à la bourgeoisie républicaine, mais aussi aux dirigeants anarchistes qui avaient renoncé à la révolution prolétarienne en faveur de l'unité antifasciste, c'est-à-dire la collaboration avec la bourgeoisie, l'État et les institutions capitalistes.

Dans l'article consacré aux événements de Mai à Barcelone, intitulé *Mai 1937, date historique pour le prolétariat*, Balius a caractérisé les deux années qui ont suivi Mai 37 comme une simple conséquence des journées révolutionnaires. Selon Balius, Mai 37 n'était pas une protestation, mais une insurrection révolutionnaire et consciente du prolétariat catalan, qui avait alors remporté une victoire militaire et subi un échec politique.

L'échec est dû à la trahison des dirigeants anarchistes. Là encore, nous trouvons l'accusation de trahison, qui fut lancée à l'époque de Mai 37 par les Amis de Durruti, bien que plus tard cette accusation portée par **L'ami du peuple** fût retirée :

« Mais voici que se manifeste la trahison de l'aile réformiste de la CNT-FAI. Répétant la défection commise pendant les journées de Juillet, ils se situent de nouveau aux côtés des démocrates bourgeois. Ils donnent l'ordre de cesser le feu. Le prolétariat résiste à cette consigne et avec une rageuse indignation, passant par dessus les ordres des dirigeants timorés, il continue à défendre ses positions. »

Balius présente de façon suivante le rôle joué en Mai par les Amis de Durruti :

« Nous, les Amis de Durruti, qui nous battions en première ligne, nous prétendions empêcher le désastre qui n'aurait pas manqué de fondre sur le peuple, s'il avait déposé les armes. Nous lui lançâmes la consigne de rouvrir le feu et de ne plus interrompre la lutte sans poser ses conditions. Malheureusement, l'esprit offensif était déjà brisé, et la lutte se trouva liquidée sans avoir atteint ses fins révolutionnaires. »

Balius, avec une grande force expressive, a mis en évidence le paradoxe de la victoire militaire du prolétariat et de sa déroute politique :

« Dans l'histoire de toutes les luttes de caractère social, ce fut la première fois que des vainqueurs se rendirent à des vaincus. Et sans même conserver la moindre garantie que serait respectée l'avant-garde du prolétariat, on procéda à la démolition des barricades : la cité de Barcelone reprit son aspect habituel comme si rien ne s'était passé. »

Balius a déjà abandonné le stade de la dénonciation de la trahison des dirigeants traîtres ; il analyse les journées de Mai comme le carrefour entre deux voies : soit la renonciation définitive à la révolution, soit la prise du pouvoir. Et il explique le recul régulier des anarchistes, depuis Juillet jusqu'à la désastreuse politique de front populaire et d'alliance avec la bourgeoisie républicaine. Et aussi, comme conséquence du divorce existant au sein de la CNT entre la direction contre-révolutionnaire et sa base révolutionnaire. Mai 37 a échoué parce que les travailleurs n'ont pas trouvé de direction révolutionnaire :

« Le prolétariat se trouvait à un carrefour décisif. Il pouvait seulement choisir entre deux voies : ou se soumettre à la contre-révolution, ou s'approprier à imposer son propre pouvoir, le pouvoir prolétarien.

« Le drame de la classe ouvrière espagnole se caractérise par le divorce le plus absolu entre la base et les dirigeants. La direction fut toujours contre révolutionnaire. Au contraire, les travailleurs espagnols [...] ont toujours été bien au-dessus de leurs dirigeants en ce qui concerne la vision des événements et leur interprétation. Si ces travailleurs héroïques avaient trouvé une direction révolutionnaire, ils auraient écrit devant le monde entier une des pages les plus importantes de son histoire. »

Selon Balius, en Mai de 37, le prolétariat catalan AVAIT ENJOINT À LA CNT DE PRENDRE LE POUVOIR :

« Mais l'aspect primordial des événements de Mai, il faut le chercher dans la décision inébranlable du prolétariat de placer une direction ouvrière à la tête de la lutte armée, de l'économie et de toute l'existence du pays. C'est-à-dire – pour tout anarchiste qui n'a pas peur des mots – que le prolétariat luttait pour la prise du pouvoir qui se serait réalisée en détruisant les vieilles armatures bourgeoises et en édifiant, à la place, une nouvelle structure reposant sur les comités apparus en Juillet, et bientôt supprimés par la réaction et les réformistes. »

Dans ces deux articles, Balius a soulevé la question fondamentale de la révolution et de la guerre civile espagnoles, sans laquelle il est impossible de comprendre ce qui s'est passé : la question du pouvoir. Et en outre, il nommait les organes qui devaient incarner ce pouvoir et, par-dessus tout, il reconnaissait la nécessité de détruire l'appareil de l'État capitaliste pour reconstruire un pouvoir prolétarien à sa place. En outre, Balius indiquait comme échec de la révolution espagnole l'absence de direction révolutionnaire.

À la lecture de ces deux articles, on constate que l'évolution de la pensée politique de Balius, fondée sur l'analyse des riches expériences acquises au cours de la guerre civile, l'a conduit à poser les questions taboues de l'idéologie anarchiste :

- 1.- nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat
- 2.- inévitable destruction de l'appareil d'État capitaliste et construction d'un autre État, prolétarien
- 3.- rôle essentiel de la direction révolutionnaire

Ceci n'exclut pas d'autres aspects de la pensée de Balius, peut-être secondaires, qui ne sont pas abordés dans ces articles et qui restent fidèles à la tradition de l'idéologie anarcho-syndicaliste :

- 1.- direction de l'économie par les syndicats
- 2.- comités comme organes du pouvoir prolétarien
- 3.- municipalisation de l'administration...

Il ne fait aucun doute que Balius, à partir des fondements idéologiques de l'anarcho-syndicalisme espagnol, a fait un énorme effort pour assimiler les expériences cruelles de la guerre civile et de la révolution espagnole. Le mérite du Regroupement réside précisément dans cet effort pour comprendre la réalité et assimiler les expériences vivantes du prolétariat espagnol. **Il était plus confortable d'être un ministre anarchiste qu'un anarchiste révolutionnaire.** Il était plus facile de renoncer à sa propre idéologie, de savoir renoncer aux

principes « à un certain moment » aux moments cruciaux, pour s'en prévaloir à nouveau une fois que la défaite et l'Histoire ôtaient à ces contradictions tout enjeu, comme l'ont fait Federica Montseny ou Abad de Santillan, parmi beaucoup d'autres. Il est plus facile de défendre l'unité antifasciste, la participation aux tâches de gouvernement d'un État capitaliste, la militarisation pour se soumettre à une guerre menée par la bourgeoisie républicaine que de prendre les contradictions à bras le corps et affirmer que la CNT devait prendre le pouvoir, que la guerre ne pouvait être gagnée que si c'était le prolétariat qui la dirigeait, qu'il était nécessaire de détruire l'État capitaliste, et surtout qu'il était nécessaire que le prolétariat crée les structures de son propre pouvoir, qu'il utilise la force pour réprimer la contre révolution, et qu'il était impossible de faire tout cela sans une direction révolutionnaire. QUE CES CONCLUSIONS FURENT OU NON ANARCHISTES, CELA IMPORTAIT PEU À CEUX QUI NE SE DEMANDAIENT PAS SI C'ÉTAIT ANARCHISTE DE SAUVER L'ÉTAT CAPITALISTE.

L'idéologie anarcho-syndicaliste a été soumise de 1936 à 1939 à une sérieuse mise à l'épreuve de sa capacité, de sa cohérence et de sa validité. Balius et le Regroupement des Amis de Durruti ont produit les seules tentatives théoriques valables ⁽¹⁶⁾ d'un groupe anarchiste espagnol pour surmonter les contradictions et l'abandon des principes qui ont caractérisé la CNT et la FAI. Si l'effort théorique de Balius et du Regroupement les a amenés à adopter certains enseignements jugés comme non-anarcho-syndicalistes, peut-être serait-il nécessaire d'accepter l'échec de l'anarchisme comme théorie révolutionnaire du prolétariat ? Balius et le Regroupement n'ont jamais rien dit sur cela, et ils se sont toujours sentis anarchistes, tout en critiquant la défense du collaborationnisme d'État par la CNT. Ils se sont toujours opposés aux tentatives de la direction cénétiste de les expulser. Ils éviteront à tout prix de sortir de la CNT.

Nous n'osons pas qualifier cette position de cohérente ou de contradictoire. La répression stalinienne qui s'abattit sur tous les révolutionnaires, après les journées de Mai, ne tomba pas sur le regroupement en tant que tel, bien que son local fut fermé par la police et sa presse contrainte à la clandestinité, car elle s'est étendue à tous les militants cénétistes révolutionnaires ⁽¹⁷⁾. Cela contribua sans doute à empêcher une meilleure clarification théorique et la rupture organisationnelle, mais nous ne croyons de toutes façons pas qu'elle se serait jamais produite.

Toutefois, nous reconnaissons que notre analyse est plutôt politique, complexe, dérangement et problématique ; il est beaucoup plus commode, arbitraire, académique et propre à l'historiette ou aux bandes dessinées en usage, de recourir au « deus ex machina » de l'entrisme et de l'influence des trotskistes sur Balius et les Amis de Durruti. Il est également simple et commode d'accuser les dirigeants d'être des traîtres, et la masse cénétiste de sots incapables de s'opposer à la trahison, « *qui explique tout* ». Ridel a exposé sa déception dans un article intitulé *Pour repartir*¹⁸ qui résume de façon excellente ses critiques de l'anarchisme officiel et ses positions révolutionnaires.

C'était le début d'une réflexion prometteuse et d'un fructueux bilan des causes de la défaite des révolutionnaires dans la guerre d'Espagne. Comme Ridel l'a noté dans cet article, il ne pouvait pas être fait par les dirigeants qui avaient donné la preuve de l'abandon de leurs principes, mais seulement par les combattants de la base. La mobilisation militaire qui a suivi la déclaration de guerre, puis quelques mois après l'invasion nazie de la France, a éparpillé dans le monde entier les exilés sans moyens ni ressources nécessaires pour procéder au bilan de la défaite. Et les appareils qui l'ont causée ne le firent jamais.

Voilà pourquoi les articles publiés dans *Révision* ou *L'Espagne indomptée*, que ce soient ceux de Jaime Balius, de « Charles Ridel » ou d'André Prudhommeaux, ont tant d'importance. Ce sont les seules ébauches de bilan de la défaite que les anarchistes révolutionnaires ont essayé de réaliser au cours de ces quelques mois écoulés entre la fin de la guerre civile espagnole et le début du deuxième carnage mondial. Personne n'a encore essayé de le compléter ⁽¹⁹⁾.

¹⁶. Le collaborationnisme a créé un grand malaise dans l'ensemble du mouvement libertaire. Après mai 1937 sont apparus, outre *El Amigo del Pueblo*, plusieurs journaux libertaires clandestins : *Alerta*, *Anarquía*, *Libertad y Liberación*. En Catalogne, il y a eu séparation de fait des Jeunesses Libertaires en deux organisations distinctes. Les procès-verbaux des réunions de la Fédération locale (de Barcelone) des groupes anarchistes montrent que l'opposition aux « comités supérieurs » de la CNT était majoritaire et en rupture absolue avec eux, mais il n'y eut jamais de concrétisation de cette opposition.

¹⁷. Gerö a fait appliquer par le PSUC une politique de répression **sélective** qui respectait les cénétistes collaborationnistes, tout en poursuivant les anarchistes critiques et révolutionnaires. Voir le rapport de « Pedro » à Moscou, dans *Le NKVD et le SIM à Barcelone. Quelques rapports de Gerö sur la guerre d'Espagne*, in *Balance. Cuadernos de Historia*. Cahiers n° 22 (2001).

¹⁸. Dans *L'Espagne indomptée*, *op. cit.*

¹⁹. Une tentative de bilan se trouve dans Agustín Guillamón, *Barricadas en Barcelona. La CNT de la victoria de Julio de 1936 a la necesaria derrota de Mayo de 1937*, Ediciones Espartaco Internacional, Barcelona, 2007, traduit en français aux éditions Spartacus, *Barricades à Barcelone, 1936-1937*, Paris, 2009.

Agustín Guillamón.
Traduction de Michel Roger